Prière d'afficher et de diffuser

APPEL DE CANDIDATURES
PROGRAMME DE COOPÉRATION VOLONTAIRE

Titre du poste :	Conseiller(ère) juridique volontaire en sein de l'Association des Femmes Juristes de Côte d'Ivoire (AFJCI)
Emplacement :	COTE D'IVOIRE- *Le poste amènera le coopérant à voyager dans d'autres régions du pays, notamment à Abidjan.*
Durée (coopérant) :	8 mois (possibilité de renouvellement)
Début des fonctions :	Juillet 2017
Langue de travail :	Français
Conditions d'emploi :	Le mandat est de nature volontaire. Par contre, tous les frais liés à l'affectation (nourriture, logement, assurances, billet d'avion) sont couverts par l'IBCR. Le/la coopérant(e) doit participer à des séances de formation et de préparation avant le départ.

Contexte

Le projet « Protection des enfants, femmes et autres collectivités vulnérables » est mis en œuvre par le consortium formé du Bureau international des droits de l'enfant (IBCR) et d'Avocats sans frontières Canada (ASFC), dans le cadre du Programme de coopération volontaire financé par le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement du Canada (MAECD). Il vise l'amélioration de la protection des droits des enfants, des femmes et des collectivités pauvres et marginalisées, ainsi que le renforcement de la démocratie et de la primauté du droit par l'accès à la justice.

Association des Femmes Juristes de Côte d'Ivoire (AFJCI)

L'AFJCI est une organisation non gouvernementale ivoirienne, créée en 1984, et engagée dans la défense et la promotion des droits humains, en particulier ceux de la femme et de l'enfant. Sa mission est de lutter pour l'instauration d'une justice égalitaire entre les sexes et améliorer l'accès aux droits et à la justice pour tous(tes) les citoyen(ne)s, et particulièrement les plus vulnérables.

Résumé du poste

Le/la conseiller(ère) juridique appuiera l'équipe de l'AFJCI à travers l'appui-conseil, l'assistance juridique et judiciaire de cas de violations des droits des enfants, et le développement de programme en faveur de la protection des mineurs présentés par les cliniques juridiques (CJ) ou les centres d'informations juridiques (CIJ) devant les tribunaux nationaux et, lorsqu'applicable, devant les instances internationales.

Description du poste

Sous la coordination du Chargé de projet du Programme de coopération volontaire à l'IBCR et de la Secrétaire Générale de l'AFJCI, et sous la supervision de la Directrice de la clinique juridique de Bouaké, le/la conseiller(ère) juridique volontaire aura pour tâches de :

- Aider la prise en charge juridique des cas de violations des droits des enfants en Côte d'Ivoire, notamment sur les cas de la région de Bouaké;
- Analyser des dossiers et participer à l'élaboration de stratégies et arguments juridiques en appui à l'équipe juridique d'AFJCI et de la CJ de Bouaké;
- Participer aux réunions avec les parties impliquées dans les cas identifiés (avocats, Ministère Public, bénéficiaires, etc.);
- Assister aux audiences des cas identifiés;
- Développer des activités autour de la justice juvénile notamment par des actions d'informations auprès du public, y compris auprès des radios communautaires de la région de Bouaké;
- Tenir des permanences juridiques hebdomadaires au sein des maisons d'arrêt et de correction pour conseiller les mineurs en conflit avec la loi;
- Participer aux formations/rencontres thématiques à l'attention des enfants, organisées par l'AFJCI ou la Clinique Juridique de Bouaké;
- Concevoir, préparer et mettre en œuvre des activités en faveur des mineurs, en relation directe avec des groupes cibles;
- Poursuivre la politique interne d'égalité-genre en vue d'une meilleure intégration de genre dans les CJ/CIJ ;
- Rédiger des rapports mensuels (rapports des activités réalisées, planification des activités du mois suivant);
- Rédiger des articles sur le travail juridique réalisé (entre autres pour le site du consortium IBCR/ASFC).

Qualifications requises

- Formation universitaire en droit;
- Connaissances en matière de droit pénal international, de droits humains et de droit international humanitaire;
- Intérêt pour la promotion et la défense des droits humains et pour le renforcement des acteurs de la société civile;
- Aptitudes pour la rédaction et la recherche juridique;
- Connaissances en gouvernance des ONG;
- Capacité à intégrer rapidement les concepts de droit interne pour les harmoniser avec les connaissances en droit international;
- Maîtrise du français parlé et écrit;
- Capacités à s'adapter à des situations et conditions de travail parfois difficiles (mesures de sécurité restrictives, ressources limitées, difficultés logistiques, travail sous pression, etc.);
- Capacité à travailler en équipe et à s'intégrer à des dynamiques de travail variées;
- Disponibilité pour voyager à l'intérieur du pays;
- Compétences informatiques de base (Word, Excel, Outlook);
- Respect absolu de la confidentialité.

Atouts

- Connaissance du système africain et ivoirien des droits humains, notamment en droits de l'enfant;
- Maîtrise en droit;
- Expérience préalable dans des fonctions similaires;
- Expérience en matière de litige dans le système civil et pénal;
- Expérience auprès de communautés ou de groupes vulnérables;
- Expérience de travail en Afrique et de préférence en Afrique de l'Ouest, ou dans un autre pays en voie de développement.

Conditions d'admissibilité

- **Être citoyen(ne) canadien(ne) ou résident(e) permanent(e) du Canada;**
- Être couvert(e) par l'assurance santé de sa province ou avoir une assurance privée;
- Être disponible pour assister à une formation pré-départ d'une semaine au mois de juin 2017.

Processus de sélection

Les candidat(e)s intéressé(e)s doivent présenter leur dossier de candidature (lettre de présentation, curriculum vitae et trois références récentes) en français **au plus tard le 20 mai 2017** par courriel à l'adresse suivante : rh@ibcr.org, ou par télécopieur à : +1.514.932.9453.

Prière d'indiquer « Conseiller(ère) juridique volontaire Côte d'Ivoire» en objet du message.

Nous remercions tou(te)s les candidat(e)s de leur intérêt. Toutefois, seules les personnes sélectionnées pour une entrevue seront contactées.